



COMPTE-RENDU DES ÉCHANGES DES 11 ET 12 JUILLET 2017



Marc TEYSSIER D'ORFEUIL

Co-Fondateur des RIVE

« Valoriser l'ensemble des solutions de mobilité »

En réunissant les décideurs publics et privés, les RIVE sont chaque année l'occasion de faire un point d'étape sur les enjeux de mobilité durable. Organisées depuis 2010 en alternance entre Paris et Alès, ces rencontres permettent de découvrir et de mettre en débat l'ensemble des technologies alternatives de mobilité.



Carole DELGA

Présidente de la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée

« Faire d'Occitanie/ Pyrénées-Méditerranée la première région européenne à énergie positive, d'ici 2050 »

A l'heure où le président des États-Unis balaye d'un revers de main les engagements pris lors des Accords de Paris sur le climat, la mobilisation de tous est plus que jamais nécessaire. Nous devons engager des mesures fortes alliant sobriété et efficacité énergétique, sur tous les territoires. Il en va de notre responsabilité. Nous avons une ambition : faire d'Occitanie/ Pyrénées-Méditerranée la première région européenne à énergie positive d'ici 2050. Au vu du potentiel présent sur notre territoire, nous avons décidé de nous doter d'une stratégie globale et d'un plan opérationnel,

intégrant l'ensemble des dimensions de la transition énergétique, du développement économique, du développement du territoire et de ses infrastructures. Nous avons ainsi fait des transports du futur un axe fort de développement parce que ce secteur répond au triple défi de la transition énergétique, de l'innovation et de la création d'emplois. Il s'agit d'une formidable opportunité pour l'ensemble du territoire régional : nous affirmons ainsi nos savoir-faire dans la filière régionale mobilité et système embarqués, et sur un sujet déterminant pour l'automobile.



Max ROUSTAN

Maire d'Alès, Président de l'agglomération Alès Cévennes

« Les RIVE sont le point de départ de nouvelles collaborations entre acteurs publics et privés »

Huit ans après avoir lancé la première édition des RIVE, la mobilisation n'a pas faibli. Au contraire, de plus en plus, constructeurs automobiles, énergéticiens, mais aussi élus locaux, régionaux, nationaux et internationaux s'engagent en faveur de la mobilité durable afin d'honorer les accords de Paris et

de Marrakech. La ville d'Alès et la région Occitanie sont prêtes à poursuivre les efforts entrepris et à relever les défis de demain. A ce titre, les RIVE sont le point de départ de nouvelles collaborations entre acteurs publics et privés qui, ensemble, œuvrent pour une nouvelle mobilité plus respectueuse de l'environnement et de la santé publique.

LANCEMENT DU PLAN CLIMAT

Brune POIRSON

Secrétaire d'Etat auprès du Ministre d'Etat en charge de la Transition écologique et solidaire

« C'est une formidable opportunité de développement pour notre industrie que nous devons saisir ensemble »

Un plan ambitieux, le Plan Climat, a été lancé. C'est une feuille de route qui a pour objectif d'accélérer la transition énergétique de notre pays. La France a le devoir de montrer la voie. Ce plan s'articule en six axes : rendre irréversible la mise en œuvre de l'accord de Paris, améliorer le quotidien des citoyens, en finir avec les énergies fossiles, faire de la France le pays numéro un de l'économie verte, engager le potentiel des écosystèmes et de l'agriculture et enfin, intensifier la mobilisation internationale sur le climat. En matière de mobilité, il faudra prendre en compte l'arrivée nouvelle sur le marché des véhicules



autonomes et connectés ainsi que les pratiques d'autopartage qui se multiplient, et surtout accompagner ces nouvelles évolutions. De plus, le déploiement d'infrastructures de recharge est aujourd'hui indispensable à l'écomobilité. Des aides aux collectivités, entreprises et particuliers seront aussi mises en place afin d'aboutir à cette mobilité durable que nous prônons. Pour la mobilité durable, un fond sera créé pour soutenir le développement des infrastructures de recharge et les initiatives innovantes. C'est donc une formidable opportunité de développement pour notre industrie que nous devons saisir ensemble.



GRAND TÉMOIN

William PEDUTO

Maire de Pittsburgh (Etats-Unis)

De gauche à droite : Max Roustan et William Peduto

Extrait de l'interview vidéo donnée par William Peduto pour les RIVE

« Ce qui est intéressant c'est que nous faisons tous les deux face à des problèmes similaires. Mais ce qui est encore plus intéressant c'est que nous y apportons des solutions similaires. A Pittsburgh nous avons traversé 30 années très difficiles de quasi dépression lorsque les indus-

tries de l'acier et du charbon se sont effondrées. Mais nous avons su nous montrer résilients. Nous avons été capables de comprendre où était notre futur. Nous avons créé de nouvelles opportunités pour nos régions, aussi mais pour cette planète, en investissant dans les énergies propres. »

CONFÉRENCE 1 MOBILITÉ DURABLE : QUELLE FEUILLE DE ROUTE À L'INTERNATIONAL ?



José FERNANDEZ GARCIA

DG Mobility and Transport, Commission européenne



L'innovation et les nouvelles technologies constituent un moyen puissant pour s'attaquer au changement climatique. La stratégie sur la mobilité à faible intensité de carbone s'appuie sur 3 piliers : l'efficacité énergétique, les énergies de substitution et l'organisation des transports. La directive sur le déploiement des carburants alternatifs est un signal politique fort dans lequel nous défendons le principe de la neutralité technologique. Gaz, hydrogène, GPL, biocarburants et véhicules électriques cohabiteront pour longtemps.

Didier GAMBART

Président, Toyota France



Nous devons nous préparer à vendre moins de véhicules sans pour autant vendre moins de mobilité. Pour cela, Toyota se développe autour de véhicules 100% propre, sûrs, connectés et pratiques. Notre objectif est de diminuer de 90% nos émissions de CO₂ d'ici 2050. C'est déjà une réalité aujourd'hui grâce à 10 millions de véhicules hybrides dans le monde, 16 modèles en France, avec des prix accessibles pour tous. Aux RIVE, vous pouvez essayer la Yaris hybride produite en France, la 2e génération de Prius hybride rechargeable ou encore la Mirai hydrogène, et qui a désaltéré Nicolas Hulot la semaine dernière.



François-Michel LAMBERT

Député des Bouches du Rhône

La mobilité durable, cela dépasse la seule question du déplacement. Elle répond à différents enjeux : le climat, la raréfaction des ressources, la croissance démographique, la métropolisation. Dans une approche systémique, nous devons ajouter aux technologies une approche d'organisation différente qui s'appuie sur le numérique. Parmi les technologies à surveiller de près, notons notamment l'open access sur les data et la blockchain. La mobilité humaine doit s'appuyer sur les enjeux de mobilité des marchandises, sur lesquels nous pouvons tester de nouveaux systèmes ! Sachons apprécier le monde qui se dessine !



Saïd MOULINE

Directeur général, Agence Marocaine pour l'Efficacité Énergétique (AMEE)

Au Maroc, nous créons un nouveau modèle économique dans lequel le secteur privé a son rôle à jouer dans l'innovation et le financement. Pour cela, le public doit donner de la visibilité. C'est ce que nous faisons en affichant un objectif à 2040. Côté mobilité, nous avons créé un consortium sur la mobilité électrique dans lequel nous avons intégré Toyota et ses véhicules hybrides. Nous facilitons la fiscalité par étape pour introduire les véhicules écologiques sur le marché.

Samuel MAUBANC

General Manager, European LPG Association



Le marché du GPL va très bien : le nombre de véhicules (15 millions en Europe contre 1,3 millions de véhicules électriques et hybrides rechargeables) et de stations (45000) est en constante croissance. Les atouts environnementaux sont démontrés (-23% de CO₂ du puits à la roue par rapport au diesel, -21% par rapport à l'essence). Principal avantage : les polluants locaux. Aucune particule pendant la combustion, très peu de NOx et de CO. Ces avantages justifient une fiscalité incitative, et d'autres bénéfices comme l'accès aux zones à circulation restreinte par exemple. Le BioGPL ouvre par ailleurs le chemin du renouvelable.



Gilles FURET

Direction de la mobilité électrique, EDF

EDF accompagne les collectivités par une offre conseil « assistance à maîtrise d'ouvrage » pour élaborer un schéma directeur transport fondé sur la mobilité électrique, mais également une offre globale sur les projets de transports publics électriques. Sur ce point, EDF peut conseiller la collectivité sur la recharge et les batteries, et proposer des solutions de financement ou de location des batteries et de l'infrastructure. Nous ne sommes pas des ayatollahs de l'énergie électrique : toutes les solutions alternatives sont les bienvenues.



Lionel BOILLOT

Directeur de projet, Fuel Cells and Hydrogen Joint Undertaking (FCHJU)

Les défis en termes de santé publique et d'environnement sont tels qu'il faut aller vers les véhicules électriques à batterie ou à hydrogène. Les deux sont complémentaires. Le FCHJU est un partenariat public - privé qui a cofinancé depuis 2009 des projets de bus hydrogène, dont les coûts ont déjà été divisés par 3 : 650K€ pour une disponibilité de 90%. Des collectivités européennes se sont engagées à acheter 900 bus à hydrogène d'ici à 2020, ce qui permet aux constructeurs d'avoir davantage de visibilité. Cette stratégie sur le bus, nous souhaitons l'amplifier avec les villes et régions sur les bateaux, vélos, bennes à ordures ménagères, camions de livraison...



Pascal MAUBERGER

Président de l'AFHYPAC

Nous avons besoin d'une mobilité totalement décarbonée. Un véhicule hydrogène fabrique son électricité à bord, et peut faire le plein en 3-4 minutes pour 5 à 600 kilomètres d'autonomie, tout en soulageant les réseaux électriques. Nous déployons dans l'hexagone des stations en parallèle de véhicules utilitaires légers. La première flotte de taxis hydrogène est opérée à Paris. Les bennes à ordures ménagères et les bus hydrogène arrivent sur le marché. Plus nous utiliserons l'hydrogène, plus le déploiement des stations sera rentable. Pour amorcer la pompe, les deniers publics ont toute leur importance.



Jean-Paul LHUILLIER

Membre du directoire, FNE

Notre rôle est de trouver des solutions de transports et de déplacements compatibles avec le climat et la santé. Quelles villes voulons-nous construire pour que la population fasse le moins de déplacements possibles, et en utilisant les modes les plus écologiques ? Ce pourrait être par exemple une ville polycentrique, des quartiers de 5.000 habitants avec une certaine autonomie, reliés entre eux. Nous avons édité un livret « La juste place de la voiture dans la mobilité de demain. », fruit de nos réflexions avec nos partenaires acteurs de la mobilité.



Guy LEBRAS

Directeur général, GART

Le transport public représente 3,6% de notre PIB, 27 milliards d'euros par an, 6 milliards d'investissements... et en moyenne, seulement 10% des déplacements dans nos agglomérations. Pour nous, avant de parler d'énergies alternatives, faisons en sorte que les automobilistes utilisent les bus. Nous sommes pour la neutralité technologique : électrique, mais aussi gaz, hydrogène ou diesel Euro 6. Si nous souhaitons une transition énergétique pour les collectivités, l'Etat doit les aider. C'est un ensemble de solutions qui doivent se combiner.



Fabrice LEPOUTRE

Directeur général, Effia stationnement, groupe Kéolis

Nous constatons que les voitures et les vélos électriques sont une réalité, qu'il y a un engouement pour les véhicules autonomes, que les gens ont besoin de simplifier leur parcours... et que la fréquentation de nos parcs diminue. Comment nous adapter aux nouveaux modes de consommation de mobilité liés aux nouvelles technologies ? Déployons les bornes de recharge (400 en 2017, 20 000 d'ici 2022-2027), et proposons de nouveaux services : il est possible de réserver sa place de stationnement sur notre application. Demain, nous commanderons en un clic le lavage de la voiture, le gonflage des pneus, son entretien... Un véritable hôtel !

Jérôme LIBESKIND

Expert en logistique urbaine et e-commerce, Logicités



La ville, c'est un espace de consommation ; ce n'est plus vraiment, en Europe en tout cas, un espace de production. Ce sont donc surtout des flux entrants avec

quelques flux sortants qui sont essentiellement des déchets. Aussi, quand on considère la livraison de marchandises, c'est une concentration des externalités négatives (pollution, congestion, accidentologie...). Les villes et acteurs privés explorent plusieurs solutions pour répondre à ces enjeux, notamment : favoriser des véhicules différents, voire d'autres modes de transport, décaler les horaires de livraison, améliorer le remplissage des véhicules.



Christophe RIVENQ

Directeur de Cabinet de la Ville d'Alès, Directeur général des services d'Alès Agglomération et Conseiller régional d'Occitanie



Nous avons récemment lancé à Alès des Etats généraux du cœur de ville. Nous avons consulté l'ensemble de la population de ce territoire et pris des mesures pour réduire la congestion et la pollution en cœur de ville.

En parallèle, nous avons mis en place, en lien avec les commerçants, un système de livraison urbaine opérée en tricycle électrique pour les clients qui ne sont pas en centre-ville. Une des difficultés était de prendre en compte les territoires périurbains et ruraux pour les habitants qui ont du mal à se déplacer faute d'un système de transports en commun suffisamment efficient.



GRAND TÉMOIN

BERTRAND PICCARD

Explorateur, Président de la Fondation Solar Impulse

« Le réel défi est désormais de convaincre le plus grand nombre de l'utilité et des performances des solutions pour la protection de l'environnement »

Nous disposons dès aujourd'hui d'une multitude de solutions pour la protection de l'environnement, dans le secteur des transports, mais pas seulement. Le réel défi, c'est désormais de convaincre le plus grand nombre de l'utilité et des performances de ces solutions. Pour ce faire, il y a des arguments à faire valoir tels que les économies réalisées en matière de

santé publique grâce au développement des énergies renouvelables ou les perspectives de croissance dégagées par ces nouveaux marchés. C'est dans cette logique que la Fondation Solar Impulse souhaite fédérer individus, entreprises, associations et décideurs publics afin de prouver qu'il est possible de protéger l'environnement de façon rentable.



Laurent MICHEL

Directeur Général de la Direction générale de l'Energie et du Climat, Ministère de la Transition écologique et solidaire

Un des éléments à prendre en compte concernant la mobilité durable de demain, c'est le véhicule autonome qui émerge très rapidement. Aujourd'hui, nous en sommes encore au stade des expérimentations, mais d'ici deux ou trois ans la circulation de ces véhicules sera devenue une routine. Pour cela, nous devons soutenir l'innovation, favoriser les expérimentations et optimiser les retours d'expériences afin d'aboutir à des cadres économiques, techniques et réglementaires adaptés.



Roland RIES

Maire de Strasbourg, 1er Vice-président de l'Eurométropole de Strasbourg, 1er Vice-président du GART

Je crois qu'il est indispensable de distinguer la dimension politique, au sens des orientations fixées pour les politiques de mobilité, de la dimension technique. En réalité, il n'y a pas de solution technique miraculeuse. Il doit y avoir un dialogue entre ceux qui maîtrisent les techniques et ceux qui fixent les objectifs, qui essaient de trouver les financements pour proposer de nouvelles offres de transport plus adaptées à la demande et aux nouveaux modèles de développement urbain.



Marie ALLIBERT

Directrice communication et relations clients, Sodetrel-EDF

Pour les collectivités locales, les bornes de recharge sont passées d'une source de coût à une potentielle source de valeur en termes financiers et économiques. Les phases d'expérimentations étant terminées, le service est opérationnel et peut devenir payant. On peut désormais imaginer de coupler les usages des infrastructures de charge avec d'autres services à forte valeur ajoutée pour les collectivités (horodateurs, publicité sur les bornes, points wifi, etc.).



Bertrand AMELOT

Directeur développement commercial France, McPhy

Les solutions de mobilité durable, et notamment l'hydrogène, peuvent véritablement ouvrir des nouvelles opportunités de marché. Je suis convaincu que l'on peut encourager la mobilité décarbonée tout en gagnant de l'argent. Il ne faut pas, comme cela a pu être le cas avec le photovoltaïque, manquer le coche et se faire doubler par nos voisins européens, américains ou chinois. La production d'énergies renouvelables offre de réelles opportunités de croissance, et il nous faut en accélérer le déploiement.



Joël PEDESSAC

Directeur général, Comité Français du Butane et du Propane (CFBP)

Aujourd'hui, le corpus fiscal est favorable à l'utilisation du GPL, tant pour les utilisateurs privés que publics. Par ailleurs, les acteurs de la filière ont fait d'importants investissements afin de développer le réseau sur l'ensemble du territoire de sorte qu'une station-service sur sept distribue du GPL. Pour que le modèle économique soit tout à fait rentable et que le marché prenne son élan, nous manquons de visibilité et de stabilité sur les ambitions concernant la mobilité gaz, et une offre constructeurs plus importante pour impulser la vente des véhicules GPL.



Jean-Christophe BONNARD

Directeur mobilité électrique et très haut débit, ENEDIS

On estime que 90 % de la recharge des véhicules électriques se fait au domicile ou sur le lieu de travail. A ce titre, Enedis développe le projet « BienVenu » qui expérimente de nouvelles solutions pour raccorder des bornes de recharge en résidentiel collectif. L'enjeu est de s'assurer que les bâtiments accueillent les véhicules électriques dans les meilleures conditions. A horizon 2030, pour 5 millions de véhicules électriques en circulation, la charge devrait représenter près de 2,5% de la consommation d'électricité en France.

Fabio FERRARI

Président Directeur général de Symbio FCell, Coordinateur de Hydrogène Mobilité France



S'il est intéressant d'observer les actions entreprises par les villes pour réduire l'impact des livraisons, il faut également considérer les contraintes des professionnels.

Le « zéro émission » est l'option la plus sûre pour être assuré de pouvoir circuler, pourtant le taux de conversion reste encore très faible. Il y a plusieurs points bloquants, notamment le coût - alors que la livraison est un secteur très concurrentiel - et l'usage. Les véhicules hydrogènes présentent cet avantage par rapport au véhicule électriques à batterie de permettre de faire plus de kilomètres et de faire le plein rapidement.

Guy LEBRAS

Directeur général, GART



Les autorités organisatrices de transports ont la responsabilité, dans les agglomérations de plus de 100.000 habitants, de mettre en œuvre un plan de déplacements, lequel comprend un volet fret. Malheureusement, nous avons constaté que pas plus de 20 % des préconisations des PDU, en matière de logistique urbaine étaient réellement mises en œuvre.

Il y a beaucoup de synergies à créer entre les transports publics et le transport logistique. Le problème est que, les colis ne votant pas, on avance moins vite que sur les transports de personnes ; mais c'est néanmoins un sujet important.

Jacques WIART

Conseiller municipal délégué aux déplacements et à la livraison urbaine, Mairie de Grenoble



A Grenoble, nous développons depuis 2014 un plan « logistique urbaine durable ». Un de nos objectifs premiers est de conserver le maximum d'activités économiques en ville en créant une logique de proximité entre lieux de logement et lieux d'activité et de commerce.

Cette démarche s'inscrit dans un dialogue entre les collectivités et les professionnels.

Nous en avons tiré plusieurs pistes d'actions parmi lesquelles : la mise en place d'une zone à circulation restreinte, la création de centres de distribution urbaine, l'harmonisation des réglementations entre les communes de la Métropole, etc.



Sébastien GRELLIER

Directeur communication et relations extérieures, Toyota France



Si on a tendance à définir les véhicules écologiques par rapport à des technologies, au sein du groupe Toyota on défend l'idée selon laquelle un véhicule

écologique doit se définir par rapport au respect de normes d'émissions de CO₂ et de NOx. En effet, il existe une multitude de solutions de mobilité durable, et Toyota travaille à l'articulation de l'ensemble d'entre elles, notamment dans le cadre du Plan Challenge Environnemental Toyota 2050, dont l'objectif est de réduire de 90% nos émissions de CO₂ moyennes mondiales.

Fabio FERRARI

Président Directeur général, Symbio FCell & Coordinateur de Mobilité Hydrogène France



Selon moi, les seuls systèmes qui soient parfaitement propres et écologiques, ce sont les véhicules électriques, qu'ils soient hydrogène ou à batterie. Pour les déployer, il faut commencer par installer les infrastructures de recharge,

tout en veillant à ce qu'il y ait une demande locale afin de rentabiliser les investissements. Autrement dit, il faut attirer les véhicules afin de réduire le temps d'inefficacité et de non rentabilité des infrastructures.

Maxime PASQUIER

Chef de service adjoint transports et mobilité, ADEME



Aujourd'hui, on reconnaît la responsabilité du secteur des transports dans les enjeux énergétiques et environnementaux auxquels nous faisons face. Plus que le déploiement

des véhicules écologiques, je pense que la clef réside dans le développement de la mobilité durable au sens large.

Il faut encourager l'intermodalité et la mixité énergétique afin de disposer, pour chaque tronçon de déplacement, d'une solution adaptée. Les nouvelles technologies d'information et de communication vont d'ailleurs faciliter l'optimisation de nos déplacements.



Hervé RENUCCI

Directeur du Patrimoine, de la logistique et des Bâtiments, Métropole de Lyon

En tant que gestionnaire de flotte, je crois qu'il est essentiel d'avoir une approche globale des sujets de mobilité en encourageant la complémentarité des modes. On ne peut pas miser sur une seule énergie. Ainsi, nous faisons appel aux voitures électriques, GPL, mais aussi aux vélos avec ou sans assistance électrique. La solution que le Grand Lyon porte, c'est l'utilisation de l'ensemble des solutions de mobilité durable dont nous disposons, chacune répondant à des besoins spécifiques.

Nicolas RIALLAND

Porte-parole, La Collective du bioéthanol



La définition d'un véhicule écologique ne doit pas passer par la seule considération de ses émissions à l'échappement.

Il faut également considérer l'analyse cycle de vie du véhicule et du carburant qu'il utilise. Je veux également rassurer sur la provenance des biocarburants : aujourd'hui l'offre alimentaire est supérieure à la demande, ce qui signifie qu'il y a de la place pour la production des biocarburants. Cette production est d'ailleurs suffisante pour faire de la France le premier producteur européen de bioéthanol.

François BRUNERO

Directeur Business development, Primagaz



Il existe une multitude de solutions de mobilité, chacune des énergies répondant à des impératifs variables. Mais plus encore, certaines énergies peuvent

elles-mêmes être déclinées selon les besoins et les véhicules.

Aujourd'hui, la filière gaz est capable de répondre à l'ensemble des problématiques de la mobilité : le GPL qui alimente les voitures, les bus urbains et les bennes à ordures, le BioGPL qui permet une réduction des émissions carbone allant jusqu'à 80%, ou encore le GNL pour les poids lourds, qui est récemment venu compléter l'offre de mobilité au gaz.

GRANDS TÉMOINS

Les représentants officiels de la COP22 témoignent aux RIVE



Salaheddine MEZOUAR

Président de la COP22, ancien Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Maroc

« Le continent africain doit être regardé de très près. De nombreuses villes y sont en pleine mutation et ont besoin d'être accompagnées tant financièrement que dans leurs choix de développement. La question de la mobilité est au cœur de la problématique. »

A la suite de l'annonce du retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris, la communauté internationale s'est très largement mobilisée afin de renforcer nos engagements en faveur de la préservation de l'environnement. Aujourd'hui, cet accord est en passe de devenir irréversible, mais ce n'est pas tant l'accord qui est important que le mouvement : c'est ce qui se passe sur le terrain. Cette dynamique, est en train de s'accélérer partout. Notre rôle à

la présidence de la COP22 a été de veiller à ce que le cap soit gardé et la mobilisation maintenue. Je suis heureux de constater que cette mobilisation se poursuit. A ce titre, je crois que le continent africain doit être regardé de très près. De nombreuses villes y sont en pleine mutation et ont besoin d'être accompagnées tant financièrement que dans leurs choix de développement. La question de la mobilité est au cœur de la problématique.



Hakima EL HAITE

Championne de haut-niveau des Nations Unies pour le climat pour la COP22, ancienne Ministre de l'Environnement du Maroc

« Le monde de demain sera différent et c'est à nous d'accompagner les changements qui adviendront. »

Aujourd'hui ce qui doit animer nos politiques c'est cette volonté de changement nécessaire à la survie de l'humanité. Le monde de demain sera différent et c'est à nous d'accompagner les changements qui adviendront. Nous avons déjà initié la quatrième révolution industrielle et il nous faut continuer dans ce sens, promouvoir les énergies propres, accompagner

les territoires dans leur transition, donner de la visibilité afin de sécuriser l'investissement et d'encourager l'innovation. Nos sociétés changent, comme le climat change. Il nous faut tous travailler ensemble pour sauver l'humanité en prêtant attention aux populations les plus pauvres qui sont celles les plus touchées par ces changements.

CONCOURS DE LA FLOTTE ÉCOLOGIQUE DE L'ANNÉE

La 8ème Édition des RIVE a été l'occasion de récompenser les flottes d'entreprises, d'administrations et de collectivités les plus écologiques. ALD AUTOMOTIVE, représentée par M. Michel Roitman, Directeur Stratégie et Développement, ainsi que le Journal de l'Automobile et le Journal des Flottes se sont associés à cette initiative.



6 prix ont été remis à cette occasion :

■ **Prix de la flotte électrique de l'année - catégorie moins de 50 véhicules**

Lauréat : **SAEM Noisy-le-Sec-Habitat**, représentée par Sébastien Moulinat, Directeur général délégué

■ **Prix de la flotte électrique de l'année - catégorie plus de 50 véhicules**

Lauréat : **EFFIA Stationnement**, représenté par Fabrice Lepoutre, Directeur général

■ **Prix de la flotte hybride de l'année**

Lauréat : **Groupe associatif Siel Bleu**, représenté par Xavier Colonna et Cédric Pharel, Responsables Départementaux

■ **Prix de la flotte de biocarburants de l'année**

Lauréat : **PPAC - Ecole de pilotage du Pôle mécanique Alès**, représenté par Nathalie Chenonier, Formatrice et Monitrice de pilotage

■ **Prix de l'engagement de l'année**

Lauréat : **Syndicat des énergies du département de l'Hérault - Hérault Energies**, représenté par Jacques Rigaud, Président et Christian Cammal, Directeur

■ **Grand Prix de la flotte écologique de l'année**

Lauréat : **Métropole de Lyon**, représenté par Hervé Renucci, Directeur logistique et bâtiments et Patrick Seyve, Responsable de l'unité logistique des véhicules légers

■ **Un prix d'honneur des RIVE** a également été remis à Dominique Serra, fondatrice du rallye **Aïcha des gazelles du Maroc**, seul rallye engagé sur le plan environnemental à avoir reçu la certification environnementale ISO14001 ainsi que le soutien du ministère de l'environnement marocain. De même un **prix d'honneur des RIVE** a été décerné à Christophe Rivenq, directeur de **Cabinet de la ville d'Alès**, ainsi qu'à toute son équipe sans lesquels cet événement n'aurait pas lieu.

Karima DELLI

Députée européenne, Présidente de la Commission des Transports et du Tourisme du Parlement européen



En ce qui concerne les véhicules connectés et autonomes, il y a un travail important à faire en termes de législation. Les temps de l'industrie et ceux du politique ne sont pas les mêmes mais de nombreuses questions se posent en matière d'assurance, de permis, de gestion de données, de propreté des véhicules et d'harmonisation européenne notamment. Le Parlement européen travaille déjà sur ces questions mais elles ne sont pas encore résolues.

Bénédicte BARBRY

Directrice des relations extérieures et affaires publiques, Mobivia Groupe



Quand on parle de véhicules connectés on pense automatiquement aux véhicules neufs. La bonne nouvelle, c'est qu'on peut aussi parler de véhicules connectés à l'échelle du parc roulant. Par exemple, nous travaillons dans le cadre de notre incubateur auprès de l'entreprise Xee qui développe un boîtier d'éco-conduite permettant de remonter des données sur l'état et l'usage du véhicule et donc d'optimiser la conduite.

Il existe aujourd'hui une grande diversité de services, accessibles aux particuliers et gestionnaires de flottes. Ces technologies représentent un boost à l'innovation très important en ce qu'elles sont aussi à l'origine de collaborations entre les différents secteurs de l'industrie.

Thierry ARCHAMBAULT

Président de la Chambre Syndicale Internationale de l'Automobile et du Motorcycle (CSIAM)



Les véhicules connectés et autonomes sont des dispositifs complexes. Un seul acteur peut difficilement maîtriser l'ensemble du dispositif, il faut donc créer des alliances pour résoudre un certain nombre de difficultés, et apporter davantage de services.

Quand on parle de voiture autonome, on emploie un terme générique qui couvre des réalités très différentes. On compte 6 niveaux d'autonomie.

En matière de véhicules de transport en commun de personnes ou camions en site fermés, on voit déjà apparaître du niveau 5, en voiture nous sommes plutôt au niveau 3. Le passage au niveau 4 et 5 est accessible technologiquement mais il y a des obstacles réglementaires et juridiques.



Patrice PATTÉE

Maire adjoint de Sceaux, Vice-président Autolib' et Vélib' Métropole, Responsable stationnement au sein de l'Association des Maires de France



Il faut considérer l'ensemble de la chaîne de mobilité : marche, vélo, véhicule personnel ou autopartagé, transports publics. La voiture a été promue parce que c'était aussi un signe de réussite sociale. Aujourd'hui la marche est revalorisée parce que chacun peut afficher le soir sa performance calculée avec son smartphone.

C'est impressionnant de mesurer les mutations dont nous sommes témoins depuis 10 ans, et ce n'est pas fini. Les nouvelles technologies nous permettent de reconsidérer la chaîne modale. On connaît désormais à l'avance et à distance les horaires de bus et de trains, la disponibilité de véhicules et vélos partagés mais également des places de stationnement, ce qui nous permet d'envisager nos déplacements de manière intelligente et écologique.

CONFÉRENCE **7** LES TERRITOIRES, PIERRE ANGULAIRE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

GRAND TÉMOIN

Karima DELLI

Député Européenne, Présidente de la Commission des Transports et du Tourisme du Parlement européen

« Si on veut une mobilité qui soit propre, inclusive, et efficace, c'est maintenant que tout se joue »



Il y a une véritable question d'urgence concernant la mobilité. Une urgence sanitaire, une urgence sécuritaire, une urgence sociale et enfin une urgence environnementale.

Le secteur des transports est le seul à avoir vu augmenter ses taux d'émissions de GES depuis les années 1990 (+30%). On sait aujourd'hui que l'utilisation de la voiture individuelle touche à l'absurde avec 50% des déplacements qui se font en ville dans un rayon de 5 kilomètres. Nous prônons aujourd'hui la mixité énergétique en Europe et la mise en place d'un système pollueur-payeur. Il faut agir vite et commencer dès à présent la reconversion de nos industries pour que personne ne soit laissé de côté et que nous abordions cette transition énergétique ensemble. Il faut aujourd'hui faire évoluer les mentalités pour assurer l'avenir de notre planète.

Jean-Luc GIBELIN

Vice-président aux transports et infrastructures, Conseil régional Occitanie/Pyrénées-Méditerranée



Aujourd'hui en région Occitanie nous sommes parvenus à développer la production de carburant GNV sur des circuits courts. Nous utilisons également d'autres types de carburant alternatifs et privilégions la mixité énergétique. Se pose cependant la question des infrastructures et de leur financement lorsque l'on exploite ces nouvelles solutions.

Alain LEBOEUF

Président, Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement de la Vendée (SyDEV), Vice-Président du Conseil départemental de Vendée



Les territoires se modernisent pour fournir l'énergie aux usagers et ne plus être dépendants des autres territoires. La transition, cela passe aussi par le changement dans les mentalités et les usages. Il faut une baisse de la consommation et réinventer l'utilisation des véhicules à travers le prisme du partage. On peut par exemple imaginer utiliser les véhicules électriques comme source de stockage de l'électricité produite localement.

Jérémy ALMOSNI

Chef de mission marché du gaz, Direction stratégie, GrDF



Il est important d'accompagner les territoires en leur proposant toutes les solutions et en les guidant vers les bonnes pratiques de production et de consommation d'énergies. Il y a une réelle appétence des territoires pour des carburants comme le GNV et plus particulièrement le bio-GNV qui peut être produit localement en circuits courts. Reste le problème du réseau d'avitaillement pour accompagner ce développement.

Vincent LESAGE

Président Directeur Général, Transports Breger, FNTR Pays de la Loire



Les territoires sont au cœur des thématiques de mobilité durable. Selon nous, il faudrait, tout d'abord optimiser les temps de transports, ensuite utiliser des modes de transports multiples afin d'optimiser le trajet, et enfin développer de nouvelles énergies et carburants moins polluants. Cependant la problématique de la maintenance et du renouvellement des réseaux persiste et c'est là qu'il va nous falloir progresser rapidement.

Jean-Pierre ROUGEAUX

Maire de Valloire, Président de la Commission Développement Durable de l'Association Nationale des Maires des Stations de Montagne



Je représente les communes des stations de montagne mais aussi les entreprises implantées sur ces territoires qui reposent sur le tourisme et qui font face aux mêmes problématiques en termes de mobilité et de développement durable. Nous avons mis au point une charte, la CIMES durable (Cap Innovation Montagne Engagée et Solidaire) afin de perfectionner les déplacements et les modes de transports utilisés dans nos montagnes afin que ceux-ci soient propres.

Jérôme BUDUA

Directeur, Raisinor France Alcools



Nous produisons du bioéthanol à partir de résidus viti-vinicoles. Nous agissons comme un organisme de dépollution de la filière viticole française. Il en ressort un éthanol de génération avancée. Nous avons mené une analyse de cycle de vie de ce carburant en 2010 qui permet d'évaluer les émissions générées par le carburant de la production des matières premières jusqu'à sa consommation finale. L'ED95 que nous produisons permet de réduire jusqu'à 95% les émissions de GES et de 50% les NOx.

Avec le soutien de	Partenaires officiels	Partenaires exposants	Partenaires workshop	Partenaires institutionnels	Partenaires média